

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 7 avril 2014

« Un gouvernement de combat »... contre les travailleurs

Et voilà comment Hollande a réagi après l'énorme claque infligée à la gauche aux municipales : en nommant comme premier ministre Manuel Valls, le chef des flics !

C'était bien la peine de pleurer sur les scores du FN, sur la perte des mairies passées à la droite. Voilà qu'on nous sert ce ministre de l'Intérieur qui se vante d'avoir expulsé plus de sans-papiers que Sarkozy. Qui envoie sa police contre les bidonvilles Roms. Qui continuait d'expulser de jeunes lycéens étrangers, même si régulièrement les mobilisations de leurs camarades de classe le forcent à reculer. Et qui n'est pas plus gêné d'envoyer ses flics contre les travailleurs en lutte.

La débâcle de la gauche aux Municipales est due surtout au taux record d'abstentions, en particulier dans les quartiers populaires, reflétant le dégoût à l'encontre de ces politiciens de gauche qui mènent la politique du patronat. La droite, quant à elle n'a fait que rassembler son électorat traditionnel anti-ouvrier. Elle n'a été élue que par les abstentions de ceux qui ont refusé de voter... pour elle. Et ceux qui ont cru exprimer un rejet du système en votant FN se trompent lourdement. Au programme du FN : baisses d'impôts pour les plus riches, subventions au patronat et services publics à la diète. Pour la nouveauté, on repassera.

Le gouvernement Valls, a déclaré Hollande, continuera sur la lancée du pacte de responsabilité :

prendre aux pauvres pour donner aux riches ; 35 milliards de cadeau au patronat ; 50 milliards d'économies à ponctionner sur les prestations sociales, les services publics, les collectivités locales. Il serait même question de revoir à la baisse le nombre de créations de postes promis dans l'Éducation nationale !

Au total, 200 milliards d'euros d'aides aux entreprises seront attribués cette année par l'État. À côté de cela, Hollande promet des miettes aux travailleurs : un prétendu « pacte de solidarité » qui promet une petite baisse du montant des cotisations sociales payées par les salariés, lesquelles financent les allocations chômage, familiales, et la sécu. Mais qui peut croire que quelques euros de plus sur certaines fiches de paye compenseront deux années d'attaques contre les salaires ?

Les Verts, Jean-Luc Mélenchon du Parti de gauche et Pierre Laurent du Parti Communiste, chacun à leur manière, ont demandé au gouvernement de « changer de cap ». Autant demander à un bouc de faire du lait.

Ces politiciens de gauche le savent très bien, c'est uniquement en vue des prochaines élections qu'ils se démarquent d'un PS en perdition.

Des confédérations syndicales qui refusent d'organiser la riposte

Les dirigeants des confédérations syndicales sont bien tendres avec le gouvernement. Suivant de près le secrétaire général de la CFDT, celui de la CGT, Thierry Lepaon, a déclaré qu'il désirait laisser le temps au « nouveau » gouvernement de mener sa politique avant de choisir de s'y opposer ou non. Comme si Valls prenait son temps pour poursuivre l'offensive contre le monde du travail !

Rappelons que les accords de compétitivité ou le pacte de responsabilité n'ont pas été réellement combattus par les directions syndicales : la direction de la CGT n'a certes pas signé ces accords avec le Medef, contrairement à la CFDT et d'autres, mais elle se prête toujours à l'arnaque du « dialogue social » et a refusé d'organiser la riposte en s'abstenant délibérément de mobiliser les salariés.

L'opposition véritable à ce gouvernement et sa politique patronale ne peut venir que des travailleurs et des chômeurs.

Et il ne faudra pas attendre les consignes improbables des dirigeants nationaux des appareils syndicaux. Ce sera tous ensemble, dans la rue et dans la grève, que nous pourrons mettre un coup d'arrêt à l'offensive du pacte de responsabilité et imposer les seules mesures de sauvegarde du monde du travail : l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes, le partage du travail entre tous sans perte de salaire, l'augmentation générale des salaires et des minima sociaux.